



# ASSOCIATION FEDERATION RESEAU ENTREPRENDRE

Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



SC P.Dzierzek et V.Ecrepont au capital de 499.750 €  
Technoparc les Prés – 23, allée Lavoisier 59650 VILLENEUVE D'ASCQ  
Tél. 03.20.75.30.44

Mail : [contact@expertsandco.com](mailto:contact@expertsandco.com)

Inscrite au tableau de l'ordre des Experts-comptables de LILLE  
Membre de la compagnie régionale des Commissaires aux comptes des Hauts-de-France  
RCS Lille Métropole 499 235 034 - Code NAF 6920Z - TVA intra FR 88499235034

## **Association Fédération Réseau Entreprendre**

Siège social : 15, rue de l'Abbé Stahl – 59700 Marcq-en-Baroeul

N° Siret : 419 051 156 00042

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association Fédération Réseau Entreprendre,

### **1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Réseau Entreprendre relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **2. Fondement de l'opinion**

#### **2.1. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2.2. Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe aux comptes annuels, intitulée « Compte de régularisation actif et passif » expose le fait générateur de la comptabilisation des produits à recevoir. Nous nous sommes assurés du respect des principes comptables, en particulier de la correcte séparation des exercices, ainsi que de la correcte évaluation du montant provisionné dans les comptes clos au 31 décembre 2024.

#### **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents du Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

#### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

#### **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Villeneuve d'Ascq, le 29 avril 2025

Le Commissaire aux comptes  
**SC P.DZIERZEK et V.ECREPONT**

DocuSigned by:

*Dorothee BOUMSELL*

B02527F30A46494...

Dorothee BOUMSELL  
Associée



## FEDERATION RESEAU ENTREPRENDRE

Siège :  
15, rue de l'abbé Stahl – 59700 Marcq-En-Barœul  
Tél. : 03 20 66 14 66

Bureau de Paris :  
29, rue Drouot – 3ème étage – 75010 Paris  
Tél. : 01 85 34 18 96  
[reseau@reseau-entreprendre.org](mailto:reseau@reseau-entreprendre.org)  
[www.reseau-entreprendre.org](http://www.reseau-entreprendre.org)  
N° Siret : 419 051 156 00042 – Code NAF : 9499Z

1\_BILAN ACTIF

Montants exprimés en Euro - (EUR)					31/12/2023	31/12/2024		
					net	brut	amortissemnts, provisions	net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOS INCORPORELLES	Logiciels, matériel informatique	166 029	865 829	593 476	272 353		
		Concessions, brevets et droits similaires	-	888	888	-		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-		
	IMMOS CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles	48 772	125 441	82 639	42 802		
		Immobilisations en-cours	138 747	6 576	-	6 576		
	IMMOS FINANCIERES (2)	Autres titres immobilisés	10 536	10 944	-	10 944		
		Prets	1 946 312	2 137 548	317 345	1 820 203		
		Autres immobilisations financières	26 448	26 991	-	26 991		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)			2 336 844	3 174 216	994 348	2 179 868		
ACTIF CIRCULANT	Créances	Avances et acomptes versés	60 871	30 567		30 567		
		Clients et acomptes rattachés	1 123 371	1 131 654	283 719	847 934		
		Autres créances	555 600	858 200	78 000	780 200		
	Divers	V.M.P. (dont actions propres ....)	831 900	1 031 900	-	1 031 900		
		Disponibilités	3 457 403	3 651 403	-	3 651 403		
Comptes de régularisation	n	Charges constatées d'avance	41 813	72 946	-	72 946		
		TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)		6 070 958	6 776 670	361 719	6 414 950	
		Ecart de conversion actifs (III)		-	-		-	
TOTAL GENERAL (I à III)			8 407 802	9 950 886	1 356 067	8 594 819		

2\_BILAN PASSIF

Montants exprimés en Euro - (EUR)		31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise	1 269 986	1 269 986
	Autres réserves	1 300 420	1 300 420
	Report à nouveau	(248 582)	(231 796)
	RESULTAT D'EXERCICE (excédent ou perte)	16 784	17 745
	Fonds propres avec droit de reprise	3 166 513	3 166 513
	TOTAL (I)	5 505 121	5 522 868
Fonds dédiés	Fonds dédiés	588 326	675 118
	TOTAL (II)	588 326	675 118
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	317 691	308 451
	Provisions pour charges	72 436	102 258
	TOTAL (III)	390 127	410 709
Dettes (4)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	25 906	15 910
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus	361 279	381 679
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	205 544	235 243
	Dettes fiscales et sociales	494 083	519 309
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	826 416	825 984
Cptes régul.	Produits constatés d'avance (5)	11 000	8 000
	TOTAL (IV)	1 924 227	1 986 124
	Ecarts de conversion passifs (V)	-	-
	TOTAL GENERAL (I à V)	8 407 802	8 594 819

### 3\_COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en Euro - (EUR)			31/12/2023	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION	Subventions d'exploitation		2 174 383	2 146 000
	Refacturations, reprises sur amort et prov, transf.charges		819 110	897 370
	Cotisations		1 133 977	1 043 426
	Collecte dons		145 730	82 050
	Autres produits		-	-
	Total des produits d'exploitation		4 273 200	4 168 846
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats, prestations diverses		5 662	6 666
	Autres achats et charges externes		1 246 126	1 276 706
	Impôts, taxes et versements assimilés		156 488	159 119
	Salaires et traitements		1 440 715	1 462 556
	Charges sociales		675 476	681 898
	Dotations d'exploitation	Sur immobilisations	76 456	101 548
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	294 576	283 719
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	21 131	29 822
	Autres Charges		346 026	145 775
	Total des charges d'exploitation		4 262 655	4 147 809
RESULTAT D'EXPLOITATION			10 545	21 036
			0,2%	0,5%
PRODUITS FINANCIERS	Autres intérêts et produits assimilés		131 710	139 385
	Reprises sur provisions		301 322	278 280
	Total des produits financiers		433 032	417 665
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions		326 767	280 458
	Intérêts et charges assimilées		58 070	100 201
	Total des charges financières		384 837	380 660
RESULTAT FINANCIER			48 195	37 005
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		118 014	103
	Reprises sur provisions		172 832	114 691
	Total des produits exceptionnels		290 846	114 794
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opération de gestion		134 004	17 083
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		174 691	105 451
	Total des charges exceptionnelles		308 695	122 534
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(17 849)	(7 741)
Impôts placements financiers			24 106	32 556
EXCEDENT OU PERTE (total des produits - total des charges)			16 784,35	17 744,64

## 4 – ANNEXES AUX COMPTES

### Objet Social de l'entité

La raison d'être de la Fédération est d'animer et de fédérer nos associations pour créer une communauté performante de Dirigeants d'Entreprises portée par une vision et des valeurs partagées. Nos missions sont la mise en réseau et l'animation, le pilotage des projets, l'accompagnement personnalisé, la fonction opérateur.

Nos équipes formées et professionnelles accompagnent, forment et suivent les associations du Réseau en s'efforçant de répondre aux enjeux et missions définies ci-dessus.

### Faits marquants de l'exercice

Néant

### Règles et méthodes comptables

« La réglementation comptable appliquée pour la présentation des comptes annuels 2024 se rapporte au règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement 2020-08, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2021., ainsi qu'au règlement 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

L'annexe comptable tient compte du caractère significatif des informations nécessaires à produire (Art.833-1 du PCG).

Les comptes annuels ont été établis

- dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base
  - continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre
  - indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue de biens

• Installation générale	7 à 10 ans	Linéaire
• Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire
• Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
• Marques	10 ans	Linéaire
• Logiciels spécifiques	5 ans	Linéaire
• Progiciels	5 ans	Linéaire



Depuis 2005, il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l’amortissement et à la dépréciation des actifs.

Les immobilisations ne sont pas décomposables et la durée d’usage a été conservée comme durée d’utilité.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières, constituées principalement de prêts sans intérêts versés aux lauréats pour des projets bien identifiés, l’encours est valorisé à sa valeur historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le lauréat, bénéficiaire du prêt, ne sera pas en mesure vraisemblablement de rembourser son prêt octroyé par la Fédération via les associations adhérentes au RE. Cette provision est estimée chaque année en fonction du risque d’insolvabilité des lauréats évalué par les différentes associations.

La Fédération comptabilise les engagements de prêts vis-à-vis des associations en actif immobilisé et en dettes dès l’octroi du prêt par les associations aux lauréats avant son décaissement effectif. Au 31 décembre 2024, le montant des engagements est de 780 984€.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds propres

Les fonds propres comprennent :

Tableau de variation des fonds propres				
du 01/01/2024 au 31/12/2024				
Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 269 986			1 269 986
Fonds propres avec droit de reprise	3 166 513			3 166 513
Autres réserves	1 300 420			1 300 420
Report à nouveau	-248 582	16 784		-231 798
Résultat de l'exercice	16 784	17 745	16 784	17 745
TOTAUX	5 505 121	34 529	16 784	5 522 866

## Fonds dédiés

Conformément à l'article 431-6 du règlement ANC 2018-06, « les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » seront reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements pris par l'Association.

Tableau des fonds dédiés du 01/01/2024 au 31/12/2024				
Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds dédiés Anber	536 117		100 000	436 117
Fonds dédiés Renault		180 000	27 000	153 000
Fonds territoires par Anber	41 000	50 000	5 000	86 000
Autres Fonds dédiés	11 208		11 208	0
<b>TOTAUX</b>	<b>588 325</b>	<b>230 000</b>	<b>143 208</b>	<b>675 117</b>

## Compléments d'information relatifs au bilan

### Immobilisations, amortissements et provisions

#### Tableau de variation des immobilisations

2024	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Valeur Brute :</b>				
Immobilisations incorporelles	983 078	198 708	315 069	866 717
Immobilisations corporelles en cours	138 747	6 576	138 747	6 576
Immobilisations corporelles	131 200	3 404	9 164	125 440
Immobilisations financières	2 326 462	604 940	755 920	2 175 482
<b>Total</b>	<b>3 579 487</b>	<b>813 628</b>	<b>1 218 900</b>	<b>3 174 217</b>
<b>Amortissements &amp; provis.</b>				
Immobilisations incorporelles	817 049	92 384	315 069	594 364
Immobilisations corporelles	82 428	9 374	9 163	82 639
Immobilisations financières	343 167	252 458	278 280	317 345
<b>Total</b>	<b>1 242 644</b>	<b>354 216</b>	<b>602 512</b>	<b>994 348</b>
<b>Total net</b>	<b>2 336 843</b>	<b>459 412</b>	<b>616 388</b>	<b>2 179 869</b>

Tableau des provisions

	31-déc-23			31-déc-24
Rubriques	Valeur au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Valeur à la fin de l'exercice
<u>Provisions à l'actif</u>				
Provision pour dépréciation des prêts	343 166	252 458	278 280	317 344
Provision pour dépréciations créances Part	292 476	283 719	292 476	283 719
Provision pour dépréciations Autres créances	52 100	28 000	2 100	78 000
<u>Provisions au passif</u>				
Provision pour risques et charges	317 691	105 451	114 691	308 451
Provision pour IFC	72 436	29 822	0	102 258
<b>Total</b>	<b>1 077 869</b>	<b>699 450</b>	<b>687 547</b>	<b>1 089 772</b>

Les droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ en retraite, calculée avec une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de 64 ans et avec un taux d'actualisation de 3,38 % s'élèvent à 102 258 € au 31/12/2024.

Les Provisions pour Risques et Charges couvrent un risque éventuel sur les dépenses de publicité du FSE.

Etat des créances et autres créances à la clôture de l'exercice

Etat des créances				
	Montant brut	A - 1 an	A + 1 an & - 5 ans	A + 5 ans
Créances sur les Ass. Entreprendre	682 654	682 654		
Créances sur les partenaires	449 000	449 000		
Fournisseurs débiteurs				
Factures à établir				
Avances versées	30 567	30 567		
Avoirs à recevoir	0	0		
Autres créances	83 200	83 200		
Produits à recevoir	775 000	775 000		
<b>Total</b>	<b>2 020 421</b>	<b>2 020 421</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées au compte de résultat dès lors qu'elles sont acquises sur l'exercice, qu'elles soient ou non encaissées à la date de clôture de l'exercice.

Etat des dettes à la clôture

Etat des dettes				
	Montant brut	A ≤ 1 an	A + 1 an et – de 5 ans	A + de 5 ans
<b>Dettes auprès des établissements crédit</b>	15 910	10 037	5 873	
<b>Dettes fournisseurs</b>	235 243	235 243		
<b>Avances et acomptes reçus</b>	381 679	381 679		
<b>Autres dettes</b>	825 984	825 984		
<b>Dettes sociales et fiscales</b>	519 309	519 309		
<b>Produits constatés d'avance</b>	8 000	8 000		
<b>Total</b>	<b>1 986 124</b>	<b>1 980 251</b>	<b>5 873</b>	<b>0</b>

Compte de régularisation actif et passif

31/12/2024		
<b>ACTIF</b>		
<b>Produits à recevoir</b>		<b>775 000</b>
FSE 2022	250 000	
FSE 2023	275 000	
FSE 2024	250 000	
<b>Avoirs à recevoir</b>		<b>0</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Factures à recevoir</b>		<b>-104 472</b>
<b>Charges à payer (personnel &amp; charges)</b>		<b>-357 170</b>
<b>Associations - charges à payer</b>		<b>-25 000</b>

« Les produits à recevoir au titre du FSE correspondent à l'estimation de la prise en charge par le FSE des dépenses engagées par la fédération réseau entreprendre, dans le cadre d'un appel à projet auquel la Fédération a répondu en septembre 2022. Une convention a été conclue au cours de l'année 2023, avec le FSE, au titre de cet appel à projet. »

Le montant estimé de cette subvention est calculé sur la base des dépenses réelles concernant l'exercice référent de demande de la subvention. Sur ce montant, il est calculé une règle de prudence en pourcentage que l'on applique sur le montant de la demande pour l'année.

## Compléments d'information relatifs au compte de résultat

### Ventilation des subventions acquises par financeur

Les subventions acquises au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à 2 095 000 € et se décomposent de la façon suivante :

Libellé de la subvention	31/12/2024
BPI	1 045 000
FONDATION ENTREPRENDRE	800 000
FSE	250 000
NOVAPEC	24 000
FONDS RENAULT	27 000
<b>Total</b>	<b>2 146 000</b>

Les cotisations sont comptabilisées en produit après émission des appels à cotisation.

### Ventilation de l'effectif salarié de l'association (en ETP moyen annuel)

	2024
Cadres	18,98
Employés	5,13
Apprentis	0,96
<b>TOTAL</b>	<b>25,07</b>

### Engagements pris en matière de retraite

Les droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ en retraite, calculée avec une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de 64 ans et avec un taux d'actualisation de 3,38 %.

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 102 258 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2024
- Taux d'actualisation : 3.38 %
- Méthode de calcul : ANC 2021
- Convention collective : Bureaux d'études techniques (Syntec)
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : INSEE 2018-2020 - donnees def

#### Taux de rotation :

- 9% CONSTANT jusqu'à 55 ans, 0% au-delà pour la catégorie : Cadres
- 5 % constant pour la catégorie : ETAM

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 102 258 euros
- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : + 29 822 euros

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

#### Engagements hors bilan donnés

La fédération réseau entreprendre a donné un engagement financier de 31 k€ relatif à une caution.

#### Informations concernant les contributions volontaires en nature (bénévolats, mise à disposition...)

Prestations : Bénévolats

Montant : 156 075 €

Le bénévolat a été valorisé sur la base d'un forfait horaire de 150 €.

#### Rémunérations des dirigeants :

Les fonctions d'Administrateurs, de Président, de Trésorier et de Secrétaire ne sont pas rémunérées.

#### **Autres informations**

Néant

#### **Proposition d'affectation du résultat**

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître **un excédent de 17 744,64 €.**

Nous vous proposons d'affecter séparément le résultat de l'activité fonctionnement, le résultat de l'activité financement et les fonds propres avec droit de reprise et de bien vouloir approuver l'affectation suivante :

#### **Excédent de l'exercice : 17 744,64 €**

- Report à nouveau fonctionnement : + 31 289,67 euros
- Report à nouveau financement : + 37 004,97 euros
- Fonds propres avec droit de reprise : - 50 550 euros

#### **Événements Post Clôture :**

Néant